

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCEA JEAN FRANCOIS ROBERT**

HALOUZE  
22130 Plancoët

Code AIOT : 0052203031

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement SCEA JEAN FRANCOIS ROBERT implanté HALOUZE 22130 Plancoët. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

PPC

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA JEAN FRANCOIS ROBERT
- HALOUZE 22130 Plancoët
- Code AIOT : 0052203031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de porcs avec station de traitement

## Thèmes de l'inspection :

- Suivi station de traitement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Respect du traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 4,1	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Autosurveillance : bilan matière	Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 4,9	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Traçabilité des effluents	Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des éléments techniques de l'unité	Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 4,1	Sans objet
3	Respect sur la gestion des dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 6,2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les bilans ne sont pas cohérents.

Il y a des différences entre chaque documents ne permettant pas la traçabilité de l'azote et du phosphore.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des éléments techniques de l'unité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 4,1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage est composé : d'une unité de traitement des lisiers comprenant : une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et « résidus organiques ») ; un hangar de stockage du résidu organique ; un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ; une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés « lisier centrifugé traité décanté » et « effluent épuré ») ; une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté ; une lagune de stockage de l'effluent épuré. d'une unité de compostage
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Respect du traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 4,1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cette unité de traitement doit traiter une partie du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 6092 m <sup>3</sup> de lisier brut sur les 7475m <sup>3</sup> produits correspondant à 30 044 kg d'azote organique, le reste des déjections correspondant à 6820 kg d'azote organique est épandu sous forme de fumier et ou lisier brut. d'une unité de compostage dont la quantité de matières traitées est de 609 tonnes par an (compost de résidus organiques de séparation de phase obtenus après centrifugation du lisier).
<b>Constats :</b>  non conforme, le volume entrant est excédent de 300m <sup>3</sup> . Les quantités de matières diffèrent : 14616uN et 8865uP <sub>2</sub> O <sub>5</sub> au lieu de 30044uN et 17257uP <sub>2</sub> O <sub>5</sub> prévu dans l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 3 : Respect sur la gestion des dysfonctionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 6,2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur les exploitations productrices de lisier, en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux des élevages concernés sont réduits en rapport avec la capacité maximale du ou des plan(s) d'épandage. »
<b>Constats :</b>  conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Autosurveillance : bilan matière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 4,9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>  4.9. - Autosurveillance : bilan matière 4.9.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan com-

prends au moins :

un bilan des volumes du lisier brut L1 entrant dans la centrifugeuse ;  
un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;  
un bilan des volumes du lisier brut L2 restant à épandre ;  
un bilan des volumes des différents coproduits ;  
une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O) ;  
une analyse du lisier brut L1 et L2 (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;  
une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;  
une analyse du lisier centrifugé non traité par le réacteur (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;  
une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage ;  
une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses doivent être réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans doivent être adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

4.9.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

4.9.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

#### **Constats :**

Non conforme, le bilan matière est incohérent avec les analyses. De plus, il est indiqué que les analyses sont lissées sur plusieurs années alors que le bilan doit refléter l'année de production. Il y a près d'un point d'écart entre la teneur en azote du bilan et la moyenne des analyses fournies ( 3.2uN/m<sup>3</sup> sur le bilan contre 2.3uN/m<sup>3</sup> par la moyenne des analyses).

De plus le tonnage du refus de centri ne correspond pas avec les bordereaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### **N° 5 : Traçabilité des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/09/2024, article 5

**Thème(s) :** Élevage, Unité traitement effluent.

**Prescription contrôlée :**

<p>5.6. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :  les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;  la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).  L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.</p> <p>5.7. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits sont consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.</p> <p>5.8. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.</p> <p>5.9. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Non conforme,</p> <p>La traçabilité n'a pu être établie en raison des bilans matières incohérents .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>